



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 4 février 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ALME Environnement**

3, impasse de la Bargette  
42270 Saint-Priest-en-Jarez

Références : UID4243-DSSP-025-054  
Code AIOT : 0003200246

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 septembre 2024 dans l'établissement ALME Environnement implanté 3, impasse de la Bargette 42 270 Saint-Priest-en-Jarez. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site fait l'objet de modifications sans incidence sur son fonctionnement (aménagement de bureaux, auvent à l'extérieur).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALME Environnement
- 3, impasse de la Bargette 42 270 Saint-Priest-en-Jarez
- Code AIOT : 0003200246
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALME Environnement est implantée sur la commune de SAINT-PRIEST-EN-JAREZ depuis 2015. Il s'agit d'une société spécialisée dans la collecte des déchets spéciaux des entreprises, des administrations et des établissements de soins industriels. Elle est soumise à autorisation au titre de la rubrique 2718-2 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux.

## Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté préfectoral d'autorisation n°14-DDPP-22	Arrêté Préfectoral du 10/01/2022, article 1.2	Sans objet
2	Arrêté préfectoral n°14-DDPP-22 du 10/01/2022	Arrêté Préfectoral du 10/01/2022, article 1.6	Sans objet
3	Arrêté préfectoral d'autorisation n°14-DDPP-22	Arrêté Préfectoral du 10/01/2022, article 5.5	Sans objet
4	Arrêté préfectoral d'autorisation n°14-DDPP-22	Arrêté Préfectoral du 10/01/2022, article 6.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de la modification du plan du site et éventuellement du tonnage de déchets du site, un porté à connaissance sera transmis à l'inspection des installations classées.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté préfectoral d'autorisation n°14-DDPP-22

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2022, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, nature des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation est soumise au régime de l'autorisation et relève des rubriques suivantes : 2710-1 et 2718-1 avec une capacité de 2,5 tonnes /jours et 2710-2 .</p> <p>Les déchets apportés par les particuliers sont : cuve de fioul usagée, essence, huile usagée, produit phytosanitaires</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'y a pas de modifications concernant les rubriques. Il est question de modifier éventuellement le tonnage maximum qui est de 40 tonnes, mais ce point fera l'objet d'un porté à connaissance après réflexion de la part de l'exploitant. Cependant, il est utile de préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour un tonnage de 50 tonnes ou plus (seuil IED) une demande d'autorisation avec évaluation environnementale devra être envisagée.</li> <li>• en dessous de 50 tonnes, l'inspection des installations classées jugera de la recevabilité du dossier sur la base de la mise à jours de l'étude de danger avec le nouveau tonnage.</li> </ul> <p>Concernant le site, des bureaux ont été aménagés à l'étage et un auvent à l'extérieur permet le lavage des containers. Cette zone est équipée d'une rétention qui est ensuite pompée et envoyée en centre de traitement.</p> <p>Les déchets sont évacués toutes les fins de semaine vers les centres de traitement afin de minimiser leur stockage dans le temps.</p> <p><b>Certaines zones à risques nécessiteraient la présence de pictogramme, cette procédure a déjà été mise en place sur une partie du site, l'étendre à l'ensemble serait plus judicieux.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra continuer la mise en place de pictogramme notamment sur les zones à risques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/01/2022, article 1.6

**Thème(s) :** Situation administrative, documents présents sur site

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couverte par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

– prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

<b>Constats :</b> Le site dispose de l'ensemble des documents : <ul style="list-style-type: none"> <li>• dossier de l'ICPE : AP,</li> <li>• plans,</li> <li>• PV des bascules,</li> <li>• conformité de l'installation électrique.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Arrêté préfectoral d'autorisation n°14-DDPP-22**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2022, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens comme ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;</li> </ul> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique, manuelle ou auto-commande. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.</p> <p>Conformément à l'avis du SDIS (Service d'incendie et de secours de la LOIRE), un système de détection incendie doit être mis en place avec déport des alarmes afin de garantir une surveillance 24 heures sur 24.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le site est équipé de 8 extincteurs, d'absorbants pour pollution accidentelle, de détecteurs de fumée reliés à la société de télésurveillance 24/24 Maday sécurité.  Une liste des déchets est renseignée sur l'extérieur de la porte en cas d'intervention des services d'incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Arrêté préfectoral d'autorisation n°14-DDPP-22**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/01/2022, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, description des déchets entrants
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets entrant dans l'installation sont livrés par des véhicules de type fourgons à raison de 6 livraisons par jour, la société dispose de deux véhicules. Les véhicules sont déchargés à l'intérieur du bâtiment à l'aide de transpalettes. Les déchets sont ensuite stockés suivant le plan de stockage figurant dans l'AP d'autorisation.
<b>Constats :</b> La liste des déchets figurant sur l'AP n°14-DDPP-22 est à compléter par les déchets suivants :  160504* cartouches de gaz / bouteilles de gaz 100815* poussière de crématorium 160505*extincteurs 150110* flexible hydraulique 160904* comburants 200119* phytosanitaires 080117* déchets souillés au plomb 160506* produits de laboratoire courants 150110* verrerie souillée  <b>La mise à jours de la liste des déchets devra faire l'objet d'un porté à connaissance.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite